

20/08/2013



Conseil de sécurité

CS/11100

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité
7020^e séance – matin

**LE SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX AFFAIRES POLITIQUES AFFIRME DEVANT LE CONSEIL
DE SÉCURITÉ QU'UN « POINT
DÉCISIF » A ÉTÉ ATTEINT DANS LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS DIRECTES ENTRE ISRAËL
ET LA PALESTINE**

**Il avertit que les affrontements militaires et les déplacements forcés
de la population civile en Syrie menacent de détruire le tissu social du pays.**

« En dépit des troubles qui menacent plusieurs pays de la région, nous observons, enfin, des progrès en faveur du processus de paix au Moyen-Orient, avec la reprise, la semaine dernière, de négociations directes entre Israéliens et Palestiniens. Cette lueur d'espoir marque ainsi un point décisif », a déclaré, ce matin, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, au cours de la séance d'information mensuelle du Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine.

Dans son exposé, M. Oscar Fernandez-Taranco a également évoqué la situation qui prévaut en Syrie, en s'inquiétant notamment des informations faisant état d'affrontements militaires et de déplacements dans l'ensemble du pays sur des bases sectaires et qui menacent, selon lui « de détruire le tissu social du pays ». Il a aussi parlé du Liban et des récents événements en Égypte dont les incidences sur la région sont, a-t-il dit, sources de « graves préoccupations ».

M. Fernandez-Taranco a émis l'espoir que les efforts déployés en faveur du processus de paix au Moyen-Orient contribueront à surmonter les frustrations causées par l'impasse politique de ces dernières années. Il s'est notamment félicité de l'évolution prometteuse, la semaine dernière, des efforts destinés à établir une initiative politique significative sur la question israélo-palestinienne. « Nous avons maintenant atteint un point décisif. Le défi qui se pose à présent pour les deux parties est de maintenir l'élan et de ne pas décevoir leur peuple respectif », a-t-il soutenu.

Les parties sont parvenues à un accord sur un agenda « qui couvre l'ensemble des questions clefs liées au statut final » lors d'une réunion préparatoire, qui s'était tenue à Washington D. C. les 29 et 30 juillet, et avaient, depuis cette date, pris part à deux séances officielles, l'une le 14 août à Jérusalem, et l'autre aujourd'hui même à Jéricho, a-t-il précisé.

Lors de son récent voyage dans la région, les 15 et 16 août, le Secrétaire général s'était montré encouragé par le « sérieux » des efforts déployés pour amener les parties à s'asseoir à la table des négociations, ainsi que par la « décision audacieuse » du Président palestinien, M. Mahmoud Abbas, et du Premier Ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, de prendre part à un dialogue direct, qui est, pour M. Ban Ki-moon, « la voie la plus crédible vers une solution », a rappelé M. Fernandez-Taranco. Le Secrétaire général avait également salué la réaffirmation par les deux parties de leur engagement en faveur d'une solution à deux États qu'il a considérée comme étant « clairement dans l'intérêt » des deux peuples. Pour que ces négociations puissent aboutir, a poursuivi M. Fernandez-Taranco, elles doivent être sérieuses, établir un horizon politique précis et porter leurs premiers fruits dans un avenir proche. Il a ainsi appelé les parties à s'abstenir de prendre de mesures susceptibles de saper le processus des négociations.

M. Fernandez-Taranco a par ailleurs fait savoir qu'au cours de la période à l'examen, 276 Palestiniens avaient été arrêtés par les Forces de sécurité israéliennes en Cisjordanie. Il s'est aussi inquiété de l'expulsion de force, le 19 août, de 39 Palestiniens, dont 18 enfants, et de la

destruction de leurs logements. Le Sous-Secrétaire général a aussi indiqué que les autorités israéliennes avaient pris plusieurs mesures visant à faciliter l'accès entre la Cisjordanie et Jérusalem-Est pendant le Ramadan, avec l'ouverture partielle d'une « route historique » vers la ville d'Hébron qui était restée fermée pendant 12 ans pour assurer la sécurité des colons qui vivent autour de la ville.

Il a fait observer que le Secrétaire général était cependant gravement préoccupé par la poursuite des implantations de colonies de peuplement par Israël, en particulier l'annonce de la construction de 2 000 unités de logement supplémentaires. Ces activités nourrissent la méfiance, sapent les efforts de paix et font obstacle à la réalisation de la vision de deux États, averti M. Fernandez-Taranco. Tout en notant que des actes de violence sont commis par des colons, il s'est félicité toutefois de la décision de libérer les prisonniers palestiniens qui avaient été incarcérés avant les Accords d'Oslo. Le Secrétaire général, a-t-il ajouté, demeure préoccupé par le sort de 5 000 autres prisonniers palestiniens, en particulier 10 grévistes de la faim. Au cours de la visite de M. Ban dans la région, a-t-il rappelé, l'Autorité palestinienne et l'ONU ont signé le tout premier Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour l'État de Palestine.

Le Sous-Secrétaire général s'est ensuite attardé sur la question de Gaza où le calme reste provisoire, en dépit des six projectiles tirés contre Israël. Il a émis l'espoir que les autorités de facto du Hamas ne saperont pas les efforts en faveur d'une solution à deux États.

Pour des raisons de sécurité liées à la situation qui prévaut actuellement en Égypte, a-t-il indiqué, l'accès à Gaza par le poste frontière de Rafah est à présent limité. Outre les restrictions imposées par Israël à la circulation des personnes et des biens et les mesures prises par les autorités égyptiennes pour mettre un terme aux activités illégales dans les tunnels vers et depuis Gaza, cette situation a un impact négatif sur la livraison des produits de base. « L'accès par les points de passage légaux est plus que jamais crucial », a-t-il souligné.

Passant à la situation tragique en Syrie, le Sous-Secrétaire général s'est dit profondément préoccupé par les « actes de torture et les enlèvements » commis par les deux parties au conflit. Il est essentiel, a-t-il insisté, de rappeler à ces deux parties leurs obligations en vertu du droit relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire. « Les informations faisant état d'affrontements militaires et de déplacements dans l'ensemble du pays sur des bases sectaires menacent de défaire davantage le tissu social de la société syrienne », a-t-il alerté. Il est urgent de mettre un terme à l'afflux de combattants étrangers qui, a-t-il fait remarquer, exacerbent les tensions sectaires et ethniques.

En l'absence d'une solution politique, a souligné M. Fernandez-Taranco, les besoins humanitaires augmentent d'heure en heure. À ce jour, a-t-il précisé, 6,8 millions de Syriens dépendent de l'aide humanitaire, 4 millions de personnes sont déplacées et deux millions d'autres personnes ont trouvé refuge dans des pays voisins. Au cours de ces derniers jours, le monde a suivi avec grave préoccupation l'« exode » de 20 000 Syriens vers l'Iraq. Compte tenu des défis qui continuent de se poser, l'ONU et ses partenaires humanitaires comptent sur le Conseil de sécurité pour faciliter l'accès à la population dans le besoin.

« Les récentes victoires militaires des forces du Gouvernement syrien ne doivent pas lui faire croire qu'il peut vaincre par la voie militaire. De même, les promesses d'armes qui sont faites à l'opposition ne doivent pas l'éloigner de l'objectif de parvenir à une solution politique », a averti le Sous-Secrétaire général. Les préparatifs techniques de la Conférence de Genève II sont presque achevés, a-t-il ajouté.

Toujours concernant la Syrie, M. Fernandez-Taranco a rappelé que la mission des Nations Unies chargée d'enquêter sur les allégations d'utilisation d'armes chimiques, conduite par M. Ake Sellström, avait pu entamer son travail hier. Elle devra vérifier si ces armes avaient été employées par le Gouvernement syrien à Khan al-Asal. Le Sous-Secrétaire général a aussi brièvement parlé de la situation volatile dans le Golan syrien où, a-t-il dit, de violents affrontements ont eu lieu entre les Forces armées syriennes et les forces de l'opposition. Il a précisé que cette situation avait eu une incidence sur la liberté de mouvement des membres de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD). Des informations font également état de menaces faites par des membres armés de l'opposition contre le personnel de la FNUOD, a-t-il ajouté.

Le calme relatif, que le Liban a connu ces dernières semaines, a pris fin de « manière tragique » le 15 août avec l'attentat à la voiture piégée perpétré dans la banlieue sud de Beyrouth, causant la mort de 24 personnes et plus de 300 blessés, a regretté M. Fernandez-Taranco. Cet attentat avait été revendiqué par un « groupe inconnu », les Brigades d'Aisha. Le Sous-Secrétaire général a également indiqué que la crise en Syrie continuait d'affecter la stabilité du Liban, notamment le long de la frontière. Malgré les efforts déployés par le Premier Ministre désigné, M. Tammam Salam, la formation d'un gouvernement n'a toujours pas progressé. La continuité institutionnelle au sein de

l'armée est toutefois assurée depuis la signature, le 2 août, d'un décret qui proroge de deux ans le mandat du commandant et du chef d'état-major des Forces armées libanaises.

Le Sous-Secrétaire général a par ailleurs fait savoir que la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), en coordination avec les parties, enquête actuellement sur les circonstances d'une explosion qui s'est produite, le 7 août, dans la zone de Labouneh, au nord de la Ligne bleue, et qui a fait quatre blessés parmi les Forces de défense israéliennes. Cette explosion avait été revendiquée par le chef du Hezbollah, M. Hassan Nasrallah.

* * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel